

Des taxes globales pour les biens publics mondiaux¹

Jean-Marie Harribey

Sud-Ouest, 29 janvier 2007

L'altermondialisme franchit un double pas. D'une part, l'altermondialisme concerne et englobe désormais tous les continents. Le 7^e Forum social mondial qui vient de s'achever à Nairobi a montré combien les mouvements sociaux africains étaient partie prenante de la lutte contre la marchandisation et pour l'émergence d'un développement centré sur les besoins des peuples. D'autre part, l'altermondialisme accompagne sa critique du capitalisme néolibéral de propositions alternatives. Celles-ci sont inspirées par une exigence nouvelle qui est le défi majeur du XXI^e siècle. Les 6,3 milliards d'êtres humains et les 9,5 milliards et demi dans cinquante ans ne pourront pas voir leurs besoins essentiels satisfaits si nous ne décidons pas aujourd'hui de protéger et de produire les « biens communs de l'humanité » ou « biens publics mondiaux ».

Que sont-ils ? Il s'agit de la nature et des ressources que celle-ci nous offre : notamment le climat, l'air, l'eau, les ressources énergétiques. Il s'agit aussi des éléments que l'homme produit et a accumulés au cours de son histoire, au premier rang desquels viennent les connaissances et les savoir-faire techniques qui sont un patrimoine commun. Dans les deux cas, ces biens communs sont menacés. Par le productivisme qui provoque pollutions, épuisement des ressources et réchauffement climatique. Par la logique du profit qui conduit les grandes firmes à s'accaparer la distribution de l'eau dans les pays riches et les pays pauvres, à imposer des semences transgéniques pour assujettir tous les paysans, à privatiser la moindre ressource et à breveter toute découverte scientifique. La même logique libérale détruit les droits sociaux, les protections sociales, les services publics, et par là-même tout ce qui fait la qualité du lien social, bien commun par excellence.

Les mouvements altermondialistes affirment le caractère inaliénable des biens communs de l'humanité, et qui doivent donc être placés hors marché, hors d'atteinte des appétits du capital dont les lobbies s'agitent au sein du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Union européenne pour libéraliser et privatiser toujours davantage. Mais, protéger ou produire ces biens communs et permettre à tous d'y accéder supposent d'instaurer des taxes globales pour les financer, à l'image de la timide taxe sur les billets d'avions dont le principe doit être étendu à de multiples domaines. Puisque 1,2 milliard d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable ni aux soins les plus élémentaires, que presque autant sont analphabètes, des financements mondiaux doivent être dégagés.

L'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC) publie un *Manifeste altermondialiste* (Editions Mille et une nuits, 2007) où sont rassemblées des propositions de rupture avec le néolibéralisme dont les taxes globales sont l'un des axes essentiels.

Pour contrôler les mouvements de capitaux : une taxe sur les transactions de change dont le taux serait d'autant plus élevé qu'une menace spéculative se préciserait. Egalement une taxe sur les autres transactions financières, portant sur les titres (actions, obligations, produits dérivés) dont les cours montent en Bourse beaucoup plus vite que la richesse produite, ce qui est toujours le signe d'une exploitation des travailleurs accrue : en témoignent

¹. *Sud-Ouest* a donné comme titre « Des taxes de justice ».

le chômage, la précarité, les restructurations permanentes, tandis que les records boursiers sont battus.

Pour mettre fin au dumping fiscal et enlever leur raison d'être aux paradis fiscaux : une taxation unique sur les bénéfices consolidés des firmes multinationales qui usent de la possibilité de déclarer leurs gains là où ils ne sont pas imposés.

Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre : une taxe sur le carbone émis dans les pays industrialisés qui portent la responsabilité du réchauffement climatique et dont les conséquences seront ressenties plus douloureusement par tous les pauvres de la planète, principalement au Sud de celle-ci. Une taxe aussi sur les déchets nucléaires, car l'absence d'émissions de gaz à effet de serre par les centrales nucléaires ne dédouane pas cette industrie de ses effets nuisibles qui s'étaleront sur des milliers d'années si l'on n'y met pas un terme.

La mise en œuvre de ces taxes ne relève pas de l'utopie. Déjà, 111 pays en ont accepté l'idée dans le cadre de l'ONU. Mais chacun peut comprendre qu'elles heurtent les intérêts des classes bourgeoises dans le monde qui se sont considérablement enrichies au cours des trente dernières années. Aussi ne peut-on séparer ces taxes globales, destinées à financer les biens convoités ou mis à mal par le capitalisme mondialisé, d'une autre répartition. Pour réduire les inégalités qui se sont partout aggravées, il faut imposer de manière égale les revenus du travail et ceux du capital, accentuer le caractère progressif des impôts directs, fixer un revenu maximum versé dans les entreprises et instaurer un salaire minimum dans tous les pays, progressant au rythme de la productivité.

La problématique altermondialiste est donc d'intégrer ensemble les questions de la propriété collective des biens communs, de l'utilité sociale de la production et de la répartition des richesses, pour bâtir un monde démocratique, solidaire et écologique.